

Journée d'analyse :

« La crise malienne et ses conséquences en Afrique saharo-sahélienne : analyses, échanges d'informations, questions et réponses pour la coopération décentralisée »

Le jeudi 19 avril 2012, de 10h00 à 16h00

Dans les locaux de Cités Unies France

Nota bene : Au moment de finaliser cette synthèse, la situation au Mali connaissait nouvelles étapes et rebondissements : prolongation de la période de transition de 12 mois, avec à sa tête le président intérimaire, M. Diancounda Traoré ; obtention du statut d'ancien chef d'Etat par le capitaine Sanogo (ex-junte) ; mais surtout, agression physique le 21 mai du président Traoré, semble-t-il par des manifestants opposés à sa présence au pouvoir.

Les déclarations de l'ONU sur la gestion diplomatique de la situation par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), indiquent un souhait d'explorer « d'autres voies ».

Synthèse

Introduction:

L'évolution de la crise malienne depuis le coup d'Etat du 22 mars 2012 interpelle directement les acteurs de la coopération décentralisée, en France. Les nombreux partenariats, anciens aussi bien que plus récents, se maintiennent autant que faire se peut, mais pour combien de temps encore ?

Dans cette épreuve, plusieurs collectivités et associations engagées ont confirmé leur soutien, indéfectible, à leurs partenaires ; d'autres s'impatientent à l'idée de ne pouvoir agir, dans l'urgence, pour atténuer une insécurité alimentaire et sanitaire grandissante, dans les régions les plus touchées ; d'autres encore, craignent de voir compromis, en cas d'enlisement de la situation, les cofinancements parfois difficilement obtenus.

Quant aux familles qui accueillent des proches et aux territoires nigériens, mauritaniens, burkinabè, frontaliers ou non du Mali, qui accueillent des camps de déplacés maliens, leurs échos auprès de leurs partenaires français ne sont guère rassurants.

Après la réunion du groupe-pays Mali du 22 mars, en plein coup d'Etat, il s'agit de prendre la mesure de la crise malienne, et d'esquisser des modalités communes de poursuite des partenariats .

Intervenants :

- **Boubacar Bah**, président de l'Association des Municipalités du Mali (AMM), maire de la commune V de Bamako, vice-président du Conseil des Collectivités Territoriales de l'UEMOA
- **Serge Mostura**, directeur du Centre de Crise du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, ancien ambassadeur
- **Pierrick Hamon**, représentant Jean-Michel Despax, délégué à l'action extérieure des collectivités territoriales
- **Franck Chauty**, analyste au sein d'Amarante, société spécialisée dans la prévention des risques et la sécurité
- **Guy Michel Chauveau**, président du groupe-pays Mali de Cités Unies France

- **Henri Bégorre** : secrétaire général de Cités Unies France, représentant le président de Cités Unies France, Michel Delebarre
- **Charles Josselin**, représentant spécial du président de Cités Unies France, Michel Delebarre
- **Bertrand Gallet**, directeur général de Cités Unies France
- **Alain Boinet**, directeur de Solidarités International
- **Stefano Mason**, chargé de Programme Elevage, Santé Animale et Santé Publique Vétérinaire, Agronomes et Vétérinaires sans frontières
- **Claude Moulinier**, Santé Mali Rhône-Alpes
- **Pascal Bernard**, directeur des opérations, ACTED

Plusieurs points ont été abordés au cours de la journée :

- 1. Analyse géopolitique de la crise malienne, incidences en zone saharo-sahélienne**
- 2. Témoignages et échos du terrain, par les représentants d'ONG et les participants : rôles des collectivités et associations face à l'urgence humaine - alimentaire et sanitaire**
- 3. Coopération décentralisée en situation de crise : comment faire coïncider incertitude institutionnelle, sécurité et poursuite des partenariats ?**

Participants : plus de 80 représentants des collectivités ou associations en partenariat avec le Mali, le Niger, le Burkina Faso, la Mauritanie et l'Algérie. Plusieurs membres des groupes-pays concernés, excusés, ont contribué aux réflexions avant et après la rencontre (cf. en annexe, liste des participants et des excusés).

Nota bene : compte tenu de leur densité, les propos des intervenants sont restitués sous forme de verbatim. Ils n'engagent que leurs auteurs.

1. Analyse géopolitique de la crise malienne, incidences en zone saharo-sahélienne, positionnement et réponses des pays voisins et pays partenaires du Mali

1.1. Sur la situation au Mali

Boubacar Bah : « *Toute la société civile malienne et les partis politiques sont d'accord pour dénoncer le coup d'Etat du 22 mars ; 140 députés sur 147 et 90 % des maires. Seuls le CNID et le SADI sont pour la junte.*

La reconstruction de la légitimité politique doit isoler la junte et les partis qui la soutiennent (SADI, CNID et déçus de la politique). »

La solution, le retour à la stabilité, s'inscrit dans un temps long, probablement 8 à 10 mois, peut-être 12.

Il faut compter 8 à 15 jours pour former un gouvernement.¹

Avec les collectivités territoriales, il faut déterminer quelles actions sont envisageables dans le domaine humanitaire, et ce rapidement (...)

En 1994 déjà, on a connu une ligne de fraction à Douentza. Il ne faut surtout pas de ligne de forces d'interposition : elle concrétiserait la séparation du pays (...)

« La solution se trouvait dans le processus de décentralisation qu'ATT n'a pas poursuivi ; c'était le problème des nouvelles régions dont certaines étaient arabes dans une population songhaï. C'était un recul par rapport à 1992 : ces facteurs négatifs ont nourri des rancœurs et des frustrations individuelles ».

¹ Les personnalités arrêtées furent libérées le soir même du 19 avril tandis qu'Amadou Toumani Touré (ATT) et sa famille s'envolaient pour le Sénégal. Le gouvernement a été constitué le 24 avril sans consultation des partis politiques.

La grande majorité de la population (touareg compris) n'est pas pour la sécession. Le retour aux accords du 15 décembre et à l'application du pacte d'Alger avec un contenu particulier pour la région Nord serait une solution.

En outre, la question des otages vient troubler le problème (...)

Des frustrations sont nées dans des régions qui ont fourni peu de cadres, notamment dans l'Adrar des Ifoghas, à la différence de celles de Tombouctou et Gao. Mohamed Ag Hamani, premier ministre d'Alpha Oumar Konaré (AOK), vient de Goudam près de Tombouctou. Parmi les élus et hauts fonctionnaires, on connaît le « groupe de Ménaka » et celui de Gao constitués de promotionnaires lettrés et instruits.

Les Ifoghas restent les parents pauvres, peu formés, peu lettrés ; leur territoire souffre d'un déficit en ressources humaines.

Boubacar Bâh livre l'anecdote du concours de recrutement interne de cadres et futurs cadres administratifs : on ne relevait aucun patronyme touareg dans les listes des reçus.

L'ancien président Konaré crée le lycée franco arabe à Kidal pour tenter de rattraper ce retard des candidats (...)

On assiste à la contestation par la base de la population des cadres touareg formés, puis à la confiscation du pouvoir spirituel et temporel par les familles en place.

À leur retour de Libye avec armes et bagages, fin 2011, les touareg maliens trouvent une situation déliquescence dans leurs territoires de l'Adrar des Ifoghas.

Boubacar Bâh le reconnaît : *« le déficit est lourd et nous l'assumons tous, mais la solution n'est pas militaire »*(...)

Un mouvement indépendantiste, le Mouvement National de l'Azawad (MNA), est alors créé en novembre 2010.

Dès cette époque, les élus attirent l'attention de l'Etat sur les dangers qui se profilent, mais sa déliquescence, son manque d'autorité gangrènent la situation et exacerbent les frustrations.

Lors de rencontres, à Zarkat, dans les montagnes de Ménaka et Kidal les 15 et 16 décembre 2011, les cadres de l'Etat viennent négocier avec le MNLA pour tenter de trouver une solution politique.

Tous les futurs rebelles touareg sont là, sauf les derniers arrivés de Libye. La plupart ont participé aux différents gouvernements et débats politiques depuis des années.

« Tout a été bouleversé par le coup d'Etat qui a eu comme conséquence la coupure du pays en deux. C'était néanmoins prévisible dès la chute de Tessalit : ou l'on préservait Kidal ou c'était la débâcle annoncée. Il n'y a pas eu de combats, pas d'atrocités (sauf à Aguel Hoc) mais dès que Kidal est tombée le reste a suivi jusqu'à Douentza car il n'y avait plus rien en face ».

Charles Josselin : *« En décembre 2011, j'ai été surpris du décalage entre la vie politique à Bamako et la réalité au Nord telle que nous la connaissions. Tous les représentants des partis que j'ai rencontrés semblaient oublier les réalités du Nord et pensaient qu'on pouvait quand même organiser les élections ».*

Quant au président ATT, il était conscient des reproches faits aux autorités maliennes sur la faiblesse de la lutte contre AQMI.

Le coup d'Etat serait-il le résultat de l'humiliation connue par l'armée ? : *« un Nord immense qui échappe au contrôle et une situation de tension à Bamako. Au-dessus de cela, la CEDEAO qui annonce la mise en alerte de 3000 hommes... Pour faire quoi ? Pour intervenir où ? »*

Boubacar Bâh a tenu, samedi 14 avril, une séance de travail à Niamey au Niger, rassemblant les maires d'Ansongo, Gao, Andéramboukane, Tigma etc., pour acheminer des médicaments (car les maires peuvent se déplacer dans la zone) et mettre en place un comité de crise basé à l'ambassade du Mali à Niamey, dont le consul est l'ancien gouverneur de Kidal.

Ont été examinés : les besoins en médicaments, les problèmes de scolarisation des élèves pour qu'ils ne perdent pas leur année, la préparation d'une rencontre de tous les maires des trois régions pouvant se déplacer jusqu'à Niamey pour organiser l'aide en direction des territoires, sous la responsabilité du maire d'Andéramboukane et du consul du Mali à Niamey.

Le programme « Paix et cohésion » vise à organiser l'aide vers les déplacés de Tombouctou en Mauritanie, ceux de Gao vers Douentza et Mopti et le reste au Niger.

Côté scolarisation, on recherche une solution de repli vers le lycée de Mopti.

Confirmation du fait que les maires assurent la police administrative car il n'y a plus d'administration d'Etat

(...) La situation géopolitique est tronquée ; « *ATT avait privilégié un axe Bamako - Libye déséquilibré par rapport à l'axe Bamako - Alger ; depuis 10 ans, ce dernier axe a moins fonctionné, ce qui justifie ou explique la prudence algérienne actuelle* ».

1.2. Sur la situation au Nord du Mali

Franck Chauty propose une analyse géopolitique de la crise malienne et ses incidences en zone saharo-sahélienne, à partir de cartes (cf. site de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1514>).

1 - D'où vient la crise ?

Des « printemps arabes », de la Tunisie et de l'Égypte, mais surtout de la Libye, pas du tout du Niger. Il insiste sur l'omni présence de la Libye depuis dix ans dans le secteur, auprès des touareg et en implantant des imams, en négociant dans toutes les rébellions, y compris celle des Toubous au Tchad.

C'est la crise libyenne qui dissout la paix sociale financée par Mouammar Kadhafi.

C'est une génération de touareg plus jeunes, bien armés, bien entraînés par la Libye et la Chine, aguerris dans les durs combats de Misrata et de Bengazi qui revient avec armes et bagages.

Leur retour est bien négocié à leur entrée au Niger, où ils sont répertoriés et désarmés.

Au Mali c'est plus compliqué, car ils sont regroupés dans une zone réduite autour de Kidal, région pauvre, sans emploi.

Ils sont disponibles pour se battre dans une région où ils n'ont rien à faire et ne savent rien faire d'autre que se battre.

Des liens se sont tissés avec le mouvement Shebas en Somalie, avec Boko Haram, venu du Niger et formé par AQMI ; le MUJAO, filiale d'AQMI s'est fait la main à Tindouf (enlèvement d'humanitaires occidentaux dans un camp de réfugiés Sahraouis) et à Tamanrasset (attaque suicide contre une caserne).

Le MNLA se trouve devant une difficulté : militairement bien armé et mobile, il peut mener des actions de commandos rapides ; mais l'armement lourd est du côté d'Ançar Dine, fourni par AQMI qui dispose de fonds venant du paiement des rançons d'otages.

AQMI s'étend et s'organise sans être contrée. Dans les immensités désertiques du Sud de la Libye s'implante une seconde zone de non droit qui permet à AQMI de s'affranchir de la frontière algérienne pour rejoindre son commandement situé en Kabylie.

L'implantation du terrorisme dans la région s'étend et n'est pas prêt de disparaître.

Il importe donc de garder AQMI en « fond de carte » dans tout le secteur.

2 – Quels sont le ou les moteurs de la crise et quels sont les rapports de force ?

Le MNLA peut avoir le soutien du Qatar qui développe une vision modérée de l'islamisme. Il soutient l'entrée des Frères musulmans dans le paysage et regarde également vers Bamako.

Le mouvement djihadiste est différent, il est davantage soutenu par l'Arabie Saoudite.

L'Algérie joue la prudence et attend.

Elle pourrait être tentée de négocier avec la frange islamiste d'Ançar Dine plutôt qu'avec la frange indépendantiste, à la différence de la Mauritanie qui lutte contre l'islamisme assez durement et reste plus attentive au MNLA dont elle abrite certains dirigeants.

1.3. Sur les évolutions possibles

Boubacar Bâh répond autonomie plutôt qu'indépendance pour le Nord.

Question : Et la charia dans tout ça ? En tant qu'amis du Mali et connaissant son ouverture à toutes les religions et cultures, on voit Ançar Dine affirmer vouloir installer la charia dans tout le pays.

Pendant les incertitudes bamakoises, la charia s'installerait dans le pays ?

Charles Josselin : « *Je ne connais pas les prédispositions ou non à accueillir ou non la charia. Mais sur pression de l'opinion musulmane malienne, on est revenu sur des positions progressistes adoptées* »

en faveur de la femme dans le code de la famille. Dioncounda Traoré l'a fait l'an dernier, applaudi par les associations musulmanes qui se sont davantage fait entendre que les associations laïques. Ne sous estime-t-on pas l'évolution de la société malienne ? »

Boubacar Bâh : « *Le code de la famille comprend 1100 articles. Il y a eu des discussions avec tous les groupes religieux. L'achoppement essentiel c'était le code de la succession ; mais le choix était possible entre le droit, la charia et la coutume (...) les associations féminines se sont fait entendre, mais c'était trop tard* ».

M. Mostura : « *En pays musulman, les références à la charia ne sont pas nouvelles ; le problème ce sont les exécutions sommaires, la lapidation des femmes, les membres coupés etc... Il ne faut pas confondre ces atrocités avec la loi islamique. Dans tous les pays musulmans intervient ce qu'on appelle le droit personnel* ».

L'accès humanitaire aux populations du Nord est interdit. Les ONG ne trouvent plus le personnel local pour travailler et distribuer là où il faut au Nord.

On recherche des solutions : création de couloirs humanitaires ?

On compte aussi sur les touareg pour aider en partant des pays périphériques (Niger par ex.) 107 000 Maliens sont déplacés dans le Nord du Mali.

« Le MNLA est un acteur central dans la résolution du problème malien ».

1.4. Sur la sécurité

Alain Boinet directeur général de Solidarités International :

Association née en Afghanistan. Intervention dans 15 pays affectés par une catastrophe naturelle ou un conflit. Pratique l'aide humanitaire en situation d'insécurité, avec ou sans autorisation officielle.

Son objectif : gérer le risque pour accéder aux populations en danger. Réalise des missions d'évaluation, et mise en situation de plus value par rapport à l'existant.

Consignes de base pour opérer sur le terrain : être perçus et identifiés comme des acteurs de l'aide directe à la population et non comme acteurs potentiellement politiques ; « *avoir des relations avec les acteurs, tous les acteurs, est essentiel pour gagner la confiance et assurer une relative protection* ».

« Statistiquement les nationaux sont plus exposés que nous parce que plus nombreux, et allant plus loin sur le terrain ».

Infos : OCHA, ACAPS Genève, « *il existe beaucoup d'informations et de sites sur l'humanitaire en crise* ».

S'interroge sur la possibilité d'un nouvel Afghanistan dans la région ?

Serge Mostura : Zone rouge : AQMI y intervient de manière structurée avec des dizaines de 4 x 4, menant de vrais combats, comme à la frontière mauritanienne, autour du lac Faguibine et dans la forêt du Wassoulou

Zone orange : zone d'actions ponctuelles, deuxième cercle allant de Nouakchott jusqu'à Niamey en passant par Bamako ; cette zone n'est pas à l'abri d'un coup, du type enlèvement ; il y a actuellement 21 otages dont les 2/3 sont occidentaux, et 1/3 du total sont français.

« La France est l'ennemi absolu : il y a des risques d'attentats, plusieurs tentatives ont été déjouées depuis 2 ans ».

« Les installations du CICR ont été pillées à Gao, et sept voitures siglées CICR volées ; un changement de logo a été demandé très rapidement pour une identification plus facile des véhicules volés si on les repère dans la région ».

Bon espoir d'un règlement politique, mais cela va prendre plusieurs mois, avec des préoccupations sécuritaires renforcées incitant à la prudence (...)

Prendre en compte la sécurité dans les villes et les grands centres urbains. Dans un petit centre, une couleur de peau est identifiable rapidement si c'est un membre d'AQMI qui vient au sud.

« A San, au Mali, un chrétien algérien visitant le diocèse en vue d'une installation sur place a tout de suite été repéré par la population ».

Le problème réside dans les grands centres urbains, où il y a tout le monde sans que cela n'attire l'attention de personne ; les risques sont renforcés dans ces villes.

2. Témoignages et échos du terrain, par les représentants d'ONG et les participants : rôles des collectivités et associations face à l'urgence humaine - alimentaire et sanitaire

Claude Boulonier, Santé Mali Rhône Alpes (SMARA) :

SMARA est une ONG de médecins rhônalpins engagés dans le développement sanitaire du Nord Mali, depuis 1985 (cf. www.smara.fr) : interventions dans le domaine sanitaire et la formation ; partenariat suspendu, poursuite des formations à Bamako ; attente de la création d'un couloir humanitaire pour mobiliser les volontaires potentiels. Soucieux de rester informés : par la revue OCHA, le groupe FONGIM (action internationale au Mali), le représentant au Mali de la région Rhône Alpes.

➔ Actualisation après le 19 avril :

- * la Région organise le 1^{er} juin, une réunion pour toutes les ONG rhône-alpines qui travaillent au Mali
- * poursuite des relations avec la Direction Nationale de la Santé (DNS) pour l'établissement d'un plan d'urgence - mais soumis à la mise en place d'un corridor humanitaire
- * poursuite du travail avec l'ordre des médecins maliens pour des missions médicales depuis Bamako dans le Nord du pays.

Stefano Mason, Association vétérinaires sans frontières (AVSF):

- Une coopération ancienne, actuellement suspendue ; mais ouverture possible avec accord en cours de négociation (MNLA et Ançar Dine) pour un accès au nord des régions de Tombouctou.
 - Les groupes de santé mobiles mixtes sont à l'arrêt, car les personnels ont été rapatriés ou les voitures des caravanes mixtes de santé ne peuvent circuler : l'une d'entre elles a été pillée au Nord de Tombouctou.
 - Les salaires sont difficiles à verser en l'absence d'un réseau bancaire encore ouvert au Nord.
 - Le matériel est difficile à acheminer.
 - Depuis 2010, les missions de suivi sur le terrain ont été poursuivies par les agents ouest africains, moins ciblés que les européens.
 - Le directeur de l'association locale de Tombouctou a rencontré le MNLA et Ançar Dine qui se rendent compte que l'appui local des ONG est indispensable ;
- La situation des populations pastorales et des troupeaux est très difficile dans le Nord, classé en phase 4 (insécurité extrême) tendance à phase 5 (phase de famines) car pillage des stocks de sécurité alimentaire à Tombouctou et Niafouké.
- 200 000 personnes en vivent, troupeaux en transhumance bloqués au Nord, surexploitant les puits, avec risques de conflit et de transmissions de maladies parasitaires ; absence de fourrages pour les animaux.
- Risque de recrutement forcé des jeunes, par des troupes, quelles qu'elles soient.
- ➔ Seules les collectivités locales ont une bonne connaissance des projets en cours, à nous de comprendre que les projets et actions entamés peuvent être différés ou déplacés.

Pascal Bernard, directeur des opérations, ACTED (cf. en annexe, présentation pwpt)

L'association ACTED est présente au Niger, en appui aux réfugiés, en particulier sur le camp d'Abala. Pour la plupart :

- déplacés de la zone Nord, ils sont très vulnérables, quasiment sans assistance,
 - Déplacés de la zone frontalière (Mopti), de 20 à 30.000 personnes.
- Jusqu'ici, ACTED intervenait quant aux retours de Lybie , auprès des personnes très vulnérables de Tillabéri (Niger).
- Au sein du camp Abala, plus de 6000 personnes, les arrivées continuent. Camp organisé comme une ville, où les liens téléphoniques avec la famille restée sur place sont possibles. Distribution d'eau par camions citernes, mais forages en cours. Distribution de biens alimentaires et produits de première nécessité.
- Pour les déplacés internes au Mali, une équipe venant de Bamako a été mobilisée ; parmi les partenaires : Impact (think tank) et UNOSAT, afin de répondre au besoin de cartographie sur le déplacement des réfugiés, sur les dommages faits aux infrastructures (sanitaires), le pillage des panneaux solaires, etc.

Principe : intervenir autour de Mopti et Bamako et ensuite, plus tard, un soutien au retour.

→ **Informations actualisées par ACTED auprès de CUF, fin mai et fin juin** : <http://www.cities-unies-france.org/spip.php?article1514>

→ Outre le problème alimentaire, persistent les questions sanitaires mais aussi d'éducation, pour les enfants ayant accompagné leurs parents.

Selon Boubacar Bah, le Président de l'assemblée régionale de Tombouctou travaille avec le maire de Mopti, l'UNICEF et le CICR pour accueillir les enfants de Tombouctou et leur permettre de poursuivre leurs études.

Il est souhaité que les associations des municipalités du Mali, Niger et Burkina, puissent accompagner les populations en lien avec le programme « Paix et sécurité » de l'UEMOA.

→ L'AMM invite CUF et l'AIMF à se mobiliser auprès des grandes instances, car le temps joue contre les populations et les collectivités.

3. Coopération décentralisée en situation de crise : comment faire coïncider incertitude institutionnelle, sécurité et poursuite des partenariats ?

La situation du Mali pose de nombreuses questions sur le cadre de poursuite des relations de coopération.

Les représentants des collectivités présentes ont posé des questions et émis des propositions sur les points suivants:

- **L'importance de la poursuite de la coopération et son cadre légal**

La coopération décentralisée s'inscrit dans le temps long, et peut connaître des périodes plus ou moins longues de difficultés (comme cela a été le cas par le passé avec le Mali ou le Niger).

La plupart des collectivités tiennent à poursuivre leurs liens de coopération, en solidarité avec le peuple malien.

Boubacar Bah (AMM) a rappelé que les collectivités locales et leurs élus auront un rôle stratégique dans le redressement du pays, du fait de leur connaissance des besoins du terrain. Les défis qui se présentent à eux concernent en particulier la question de la sécurité alimentaire, de la santé et de l'éducation (en particulier pour les déplacés).

Au cours de la réunion, les représentants du MAEE, de l'AMM, de CUF ont fortement incité les collectivités à poursuivre les coopérations, malgré les mesures prises par l'Etat français à l'encontre de l'Etat malien (suspension de la coopération dans certains domaines).

Il est considéré que la poursuite des liens de proximité est primordiale, dans un contexte de dialogue difficile au niveau des institutions nationales ou régionales. Par ailleurs, le MAEE a réaffirmé son souhait de continuer à intervenir au Mali, notamment dans le domaine de l'aide humanitaire.

→ *Une notification par écrit de cette incitation à poursuivre les coopérations pourrait être utile aux collectivités (argument de poids pour les organes délibérants, le contrôle de légalité, etc.).*

- **Le fonctionnement des administrations maliennes**

Les collectivités et administrations continuent de fonctionner dans les zones sous contrôle gouvernemental et même dans certains cas dans les zones sous contrôle rebelle. Néanmoins, l'instabilité politique (arrestations d'élus) ou le déplacement des collectivités (déménagement de l'Assemblée régionale de Mopti, exil de certains élus) peuvent constituer des obstacles au quotidien pour les partenariats.

Boubacar Bah demande qu'un appui soit apporté aux représentants des collectivités du Nord Mali qui essaient de poursuivre leur action, d'échanger et de se réunir (parfois de part et d'autre des frontières) et de mettre en place des actions pour leurs populations (ex : déplacement des lycéens de Tombouctou vers Mopti).

- **Les déplacements**

Les consignes de sécurité concernant les zones rouge et orange définies par le MAEE n'ont pas évolué. Toutefois, les risques concernant les zones urbaines sont considérés comme plus élevés, notamment si la situation se dégrade (risques de prises d'otage, d'attentats, etc.).

Il est rappelé que le MAEE ou l'Ambassade peuvent déconseiller des déplacements mais qu'ils n'ont pas la possibilité de les interdire. Chaque collectivité est légalement responsable de ses décisions concernant les risques encourus par ses agents.

Les témoignages exprimés font état d'un certain flou dans les réponses reçues ou les décisions prises (au niveau des Préfectures, des Ambassades, des administrations et organes délibérants des collectivités) qui rendrait nécessaire une clarification de ces dispositions.

→ *Bertrand Gallet a évoqué l'opportunité de produire un document sur le sujet, dans le cadre d'un groupe de travail ad hoc.*

- **Les visas**

Beaucoup de collectivités ne pouvant plus se déplacer souhaitent faire venir plus régulièrement leurs partenaires. La question de l'obtention des visas, et des obstacles rencontrés (délais de rendez-vous, refus) est récurrente. Il est rappelé par le représentant de la DAECT que l'anticipation des demandes est indispensable et que les collectivités doivent être en contact étroit avec les Ambassades.

→ *Les collectivités demandent qu'un effort supplémentaire soit fourni par les autorités consulaires, en tenant compte des contraintes propres des collectivités (nécessité parfois d'agir en urgence).*

- **La sécurisation des fonds**

Un manque de disponibilités bancaires à Bamako et dans certaines villes a été enregistré, du fait du blocus annoncé par la CEDEAO.

Dans ce contexte d'incertitude, des collectivités françaises sont tentées de suspendre les paiements, voire même les crédits consacrés à la coopération.

La question des cofinancements se pose également, dans le contexte des sanctions internationales. Le MAEE ne remet pas en cause l'instruction de son appel à projet 2012 mais annonce de possibles retards dans la contractualisation.

→ *Des informations régulières sur la situation bancaire (notamment celle du Trésor malien) et sur les dispositions des partenaires financiers (MAEE, UE) à l'égard du Mali seraient utiles aux collectivités.*

- **Le partage de l'information**

→ *Il est proposé de constituer une liste des sites, publications utiles à la compréhension de la situation sur le terrain.*

Conclusions, par Henri Begorre, secrétaire général de Cités Unies France :

1 – le message de l'AMM : une attente forte pour maintenir les actions de coopération décentralisée ; c'est en effet sur les épaules des collectivités territoriales que va reposer la remise en route du pays.

3 - Les problèmes de sécurité en matière de déplacements peuvent être déconnectés de la poursuite des programmes, comme c'est déjà le cas pour plusieurs partenariats directement concernés.

4 – Soutenir et éventuellement contribuer aux programmes initiés par les structures maliennes, les ONG et les institutions sous-régionales connues, face à l'urgence alimentaire, sanitaire et éducative.

Alain Boinet : « *Continuer à entretenir des relations de solidarité, entretenir l'aide et ne pas couper les contacts, de manière à ne pas apparaître comme des étrangers quand il faudra revenir sur le terrain pour reprendre coopération et aide au développement* ».

- Mise en œuvre de ces propositions :

→ Poursuivre la réflexion au sein d'un groupe de travail restreint

Objectifs : soutenir les élus maliens et frontaliers dans leurs actions ; identifier des actions d'urgence avec les élus locaux restés sur le terrain ; ces élus s'appuient sur les chefs de villages ou de factions, auprès des populations restées sur place ou restées en partie dans les communes.

→ Organiser une réunion du groupe-pays Mali, en présence éventuellement d'une délégation malienne, préparée en amont avec les présidents et quelques membres des groupes-pays, le matin du 2 juillet 2012 (9h15-12h).

*Compte-rendu établi par Cités Unies France,
avec l'appui de membres du groupe-pays Mali
et Hubert Ledoux, journaliste (association CORENS)*

ANNEXE :
Information sur les actions des collectivités françaises engagées au Mali
(liste non exhaustive, à compléter)

Les grandes tendances, côté français, sont les suivantes :

En plus des réunions internes, organisation par les CT, les associations, les réseaux existants, de réunions à destination du public / des acteurs du territoire actifs avec le Mali

Par exemple :

- 6 juin, à Mulhouse : réunion publique

-19 juin, au Sénat, salle Vaugirard : " Quelles constructions politiques au Mali face aux crises dans le Sahel ? ", colloque organisé par la Fondation Gabriel Péri et le réseau Kidal (collectivités et associations françaises partenaires de collectivités au Nord du Mali – St Ouen, Clamart, etc.).

-20 juin, à Angers : conférence sur la situation au Mali, organisée par Angers et le conseil régional Pays de la Loire.

- 22 et 23 juin, Paris (Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration) : Assises européennes de la jeunesse d'origine malienne.

-22 juin, Collectif Action Mali, à Bures-sur-Yvette : conférence/débat/concert

-2 juillet matin, 9h30-12h, Paris, lieu à préciser: groupe- pays Mali

-8 juillet: Choisy le Roi Grande Journée Solidaire avec Secours Populaire et associations locales

Invitation des partenaires en France depuis la réouverture de l'aéroport, missions généralement prévues avant le coup d'Etat (anniversaires de jumelage, missions techniques, etc.) : Ste Maure de Touraine, Essonne Sahel, Région Nord Pas de Calais)

Pour de rares CT, confirmation de la décision de changer de partenaire et de pays

Certains sont prêts à contribuer financièrement, mais ne savent pas comment ni avec qui.

ANNEXES :

- Liste des participants
 - Liste des excusés
 - Textes des interventions et informations complémentaires, fournies par les intervenants et les participants ou excusés
1. B.Bah (AMM) : liste des communes et régions du Nord du Mali ; programme « Paix et cohésion de l'UEMOA » ; projet (et budget) de l'AMM, en appui au Nord du Mali
 2. F. Chauty (Amarante) : cartes
 3. P. Bernard (ACTED) : diaporama
 4. S. Mason : informations complémentaires
 5. SMARA et SCAC Bamako (Dr. Marquis) : informations complémentaires
 6. Informations du FONGIM
 7. Derniers bulletins OCHA sur la situation alimentaire et les déplacés maliens, au Mali et dans les pays voisins
 8. Synthèse d'informations récentes